

éducation Sud 80

EXPRESSION DE SUD ÉDUCATION SOMME



Mars - avril 2017
N° 150

Pas une voix pour le FN !

Dans la continuité de la lutte quotidienne qu'elle mène depuis des années contre l'extrême droite, Solidaires réaffirme que pas une voix ne doit aller au FN. Ce parti base sa politique sur la « préférence nationale », le racisme et le repli nationaliste, incompatibles avec nos valeurs.

Marine Le Pen se présente comme la candidate « antisystème », en défense du « peuple » et des « laissés pour-compte » de la crise, mais le projet politique qu'elle incarne est avant tout celui d'un nationalisme exacerbé qui ne remet en cause ni le capitalisme, ni le libéralisme qui alimentent depuis des années les inégalités et la précarité.

Pas de soutien à une politique libérale et répressive

L'alternative n'est pas la continuité avec les politiques des précédents gouvernements qui ont conduit à l'exaspération sociale et au renforcement de l'extrême droite : remises en cause du droit du travail avec le passage en force de la « loi Travail », attaques contre la protection sociale et les services publics, poursuite des politiques européennes d'austérité et de libre échange, etc

Lutter avant, pendant, et après les élections

Nos revendications restent entières et nous sommes dans la lutte aux côtés des travailleuses et travailleurs quel que soit le gouvernement. C'est la valeur de notre indépendance par rapport aux partis politiques et aux pouvoirs. C'est le sens aussi de notre engagement dans la campagne « nos droits contre leurs privilèges » où, avec d'autres mouvements sociaux, nous voulons construire une société plus juste, égalitaire, débarrassée des oppressions et des discriminations et respectueuse de la planète.

Quand nous luttons pour l'égalité des droits et au côté des sans-papiers et demandeur-ses d'asile, contre l'injustice, pour la sécurité et la santé au travail, pour une amélioration concrète de nos droits et une meilleure répartition des richesses, nous luttons réellement contre la montée du fascisme et l'instrumentalisation de la misère sociale. Et c'est cela que nous allons continuer.

C'est tout le sens de notre appel à faire du premier mai un moment fort de rassemblements et de manifestation unitaire à Amiens à l'appel de l'intersyndicale Solidaires - CGT - FSU - UNEF :

RDV 10:30 Hôtel de Ville !

À l'intérieur :

Pas une voix pour le FN.....	1
Scoop sur les rythmes.....	2
Justice en Syrie.....	2
8 mars, égalité à l'ordre du jour.....	3
Dates : stages, RIS, AG.....	3
Un livre sur le Rojava.....	4

Déposé le vendredi 28 avril 2017

Dispensé de Timbrage

AMIENS CTC

SUD
EDUCATION
SOMME

P

PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

ROUTAGE 206

Nous contacter

Sud Éducation, 3-5 rue Jean Godris,
80000 AMIENS

Mail : somme@sudeducation.org

www.sudeducation-somme.org

Portable : 06 07 05 76 67

Permanence le jeudi de 14h à 17h,
3-5 rue Godris (centre ville) Amiens

Bulletin bimestriel du syndicat Sud-Éducation 80 imprimé au siège du syndicat. **CPPAP 0920 S 07511** Dépôt légal Amiens centre de tri. – Directeur de publication : Bertrand Hansart. Dispensé de timbrage. Prix au numéro : 1,5€. Abonnement : 10 €/an. **ISSN 2430-1655**

Scoop : la réforme des rythmes profiterait aux femmes...

Un scoop déniché par un think tank tout ce qu'il y a de plus orthodoxement libéral, l'Institut des politiques Publiques (l'IPP vise selon ses propres termes « à promouvoir l'analyse et l'évaluation quantitative des politiques publiques en s'appuyant sur les méthodes les plus récentes de la recherche en économie. ») : la réforme des rythmes scolaires de 2013, en supprimant la pause du mercredi pourrait se révéler un puissant moyen de lutter contre les inégalités salariales entre les hommes et les femmes.

L'IPP commence par rappeler que cette « contrainte historique » de la pause du mercredi est une survivance des temps obscurs, une « exception française » résultant du

compromis que les républicains ont dû passer avec l'Église catholique au moment de l'institution de l'école laïque, gratuite et obligatoire. Un archaïsme en somme, dont le moindre mérite de la réforme de 2013 n'est pas de nous avoir débarrassé.

Second avantage, permettre « à un plus grand nombre de femmes de travailler le mercredi, entraînant une réduction de 15% de leur différentiel de participation ce jour de la semaine par rapport aux hommes. »

On l'aura compris, lutter contre les inégalités salariales du point de vue de cet institut, c'est d'abord lutter contre cette contrainte qui empêche les femmes d'avoir « un accès égal à un emploi du temps flexible » ! L'enjeu n'est donc pas de permettre un partage plus égalitaire du travail domestique mais bien de diminuer au maximum cette part du travail qui échappe encore (un peu) au capital.

Résumons-nous : Prendre soin de ses enfants, les éduquer est une charge dont il faut libérer les femmes autant que les hommes afin de leur permettre de lutter à armes égales dans la courses aux places et aux meilleurs salaires.

Parce que, oui, on a omis un détail : les seules femmes sur lesquelles cette contrainte du mercredi pesait véritablement, c'étaient les plus diplômées, car les plus à même de négocier leur emploi du temps. Pour les autres pas de changements notables, l'IPP le reconnaît. Elles bossaient avant la réforme le mercredi et elles continuent aujourd'hui, sans que les 3h supplémentaires d'activités périscolaires le reste de la semaine ne leur aient permis d'augmenter significativement leur temps de travail. Parce que, faut-il le rappeler, les emplois à temps partiel sont occupés à 82 % par des femmes... Alors, côté flexibilité, il semble bien qu'elles n'aient rien à envier aux hommes, bien au contraire !

Dans le Capital, à propos du développement du machinisme industriel, Marx écrivait : « *Quand le capital s'empara de la machine, son cri fut : du travail de femmes, du travail d'enfants ! Ce moyen puissant de diminuer les labeurs de l'homme se changea aussitôt en moyen d'augmenter le nombre des salariés ; il courba tous les membres de la famille, sans distinction d'âge et de sexe, sous le bâton du capital.* »

C'était au dix-neuvième siècle et depuis le travail des enfants a été interdit en France. Ouf. Pourtant, les logiques économiques à l'œuvre aujourd'hui obéissent exactement à la même voracité. Et elles sont prêtes à faire feu de tout bois, même celui des luttes pour les droits des femmes ! ■

Justice en Syrie

Aux côtés d'Amnesty, de la LDH, de RESF, de la Cimade, SUD éducation 80 et d'autres organisations amiénoises était signataire de l'appel à se rassembler mercredi 15 mars pour la justice en Syrie.

Depuis six ans, la Syrie est devenue, selon l'expression du Haut Commissaire aux Droits de l'Homme de l'ONU, une « chambre de torture » à l'échelle du pays.

La révolution avait commencé par des manifestations de masse pacifiques, les syriens voulaient la liberté et la fin de la tyrannie; mais le régime a répondu par une répression d'une violence extrême, précipitant le pays dans le chaos.

Écartelée entre un dictateur sanguinaire prêt à sacrifier tout son peuple pour conserver le pouvoir et des fous de Dieu qui prospèrent sur la haine de tout ce qui ne leur ressemble pas, la population est au supplice.

La Syrie n'est pas en « crise ». Il s'y livre le pire des conflits, une guerre civile. Chaque jour dans ce pays des crimes de masse se perpétuent.

Les responsables de ces viols et de ces assassinats de masse seront comptables devant les peuples de la planète de leurs agissements. Exigeons du gouvernement français qu'il donne les moyens à la justice internationale de remplir ses missions. ■

8 mars, mettre l'égalité à l'ordre du jour

Pour la première fois le 8 mars dernier, un appel national intersyndical à la grève a été lancé par Solidaires, la CGT, la FSU et des organisations féministes.

C'est un appel à l'action car le 8 mars, ce n'est pas la journée de « la » femme, comme certains médias le propagent, c'est une journée de luttes. Il n'y a pas une femme idéale, mais des femmes qui, jour après jour sont confrontées aux « petites choses du quotidien » relevant de la domination masculine. Les femmes représentent 52% de la population en France. La grève est un « arrêt de travail ». Elle permet de montrer que si nous arrêtons toutes de travailler, sur les lieux de travail comme à la maison, nous bloquons la société.

Dans la Somme, il n'a pas été possible cette année, de construire cet appel unitaire. Mais persuadé que c'est seulement par la grève et l'action que les luttes féministes peuvent aboutir, SUD éducation 80 a choisi de soutenir cette mobilisation inédite en portant au cœur d'une grande surface commerciale nos revendications pour une égalité réelle entre les hommes et les femmes.

Nous étions donc présent-e-s ce 8 mars à 15h40 dans la galerie du centre commercial Carrefour d'Amiens Nord pour interpeller sur les inégalités entre les hommes et les femmes et engager la discussion.



À SUD éducation, nous sommes convaincu-e-s que nous n'abattions pas le capitalisme sans abattre le patriarcat. Nous mettrons tout en œuvre pour faire reconnaître nos revendications et construire un cadre unitaire de mobilisation et de lutte sur ces questions. ■



Quelques dates

RIS

Réunion d'information syndicale qui se tiendra :

mercredi 3 mai 2017 au local de Solidaires, 3-5 rue Jean Godris, Amiens.

Pour les démarches à effectuer, rendez-vous sur sudeducation-somme.org

Ordre du jour :

- Le RSST un outil obligatoire au service de nos conditions de travail
- Bilan des exercices PPMS "intrusion-attentat"
- Les nouveaux statuts
- Action APC
- Pédagogie et formation académique : le désert ?

AG

L'Assemblée Générale du syndicat se tiendra le jeudi 4 mai 2017 à 14 heures.

Ordre du jour : rotation des mandats, mouvement social et conséquences du premier tour, actions futures, organisation du prochain stage Quelle école ?, etc.

Stages

À noter, deux stages de formation syndicale :

- le 9 juin formation pour les adhérent-e-s qui veulent mieux comprendre le fonctionnement du syndicat pour s'investir ;
- le 21 juin à Paris, Lutter syndicalement contre l'extrême-droite à l'initiative de Solidaires. Indispensable en ces temps troublés !

Face à DAESH, à l'État turc, au dictateur syrien : une lueur d'espoir au Rojava

Au Nord de la Syrie, les femmes et les hommes ont conquis les armes à la main leur liberté face à l'État Turc, à l'armée du clan Al-Assad, et aux djihadistes de Daesh.

Ce mélange des peuples Kurde, Arabe, Assyrien, Chaldéen, Turkmène, Tchétchène construit ce qu'il appelle l'autonomie démocratique. Le Rojava s'est doté d'un contrat social, qui proclame la liberté d'expression, le droit à la santé, à la sécurité, à l'éducation.

Au milieu d'une guerre, le Rojava se paie le luxe de proclamer l'égalité des sexes, et d'organiser la lutte contre les discriminations et les violences faites aux femmes. Il faut dire qu'elles sont armées et qu'elles ont intégré les forces d'auto-défense. Ça aide les hommes à comprendre.

Au Rojava, où tout est à reconstruire, on discute politique. On rebâtit les maisons détruites, et on construit un monde meilleur où l'on fait en sorte que l'économie soit au service des populations, et non l'inverse. On y évoque la construction d'une région libre du centralisme, du militarisme, des interventions du religieux dans la sphère publique.

Au milieu de l'horreur d'une guerre sans nom dont les premières victimes sont les femmes, les enfants et la population civile en général, la lueur d'espoir du Rojava est menacée. Ne la laissons pas s'éteindre, exigeons que le gouvernement français reconnaisse la légitime aspiration des peuples du Rojava à disposer enfin d'eux-mêmes comme ils l'entendent au sein d'une région dont ils ont défini par eux-mêmes l'organisation démocratique !

Pour en savoir plus : Pierre Bance, *Un autre futur pour le Kurdistan*, éditions Rouge et noir, 2017, 20€.

